

Les PME luxembourgeoises vont bien, mais...

Comment les petites et moyennes entreprises résistent à la concurrence

PAR NADIA DI PILLO

Il est devenu commun d'entendre que les PME luxembourgeoises ne sont pas assez compétitives par rapport à la concurrence mondiale. Montrés du doigt, un coût du travail élevé et une bureaucratie trop lourde. Mais est-ce la réalité? Explications et esquisses de solutions.

«Vu l'étroitesse du marché luxembourgeois, il est normal que nos PME soient concurrencées par les entreprises de la Grande Région. En même temps, nos PME ont l'opportunité de trouver des marchés à l'étranger, ce qui est un atout non négligeable», explique Carlo Thelen, directeur de la Chambre de commerce. Encore faut-il que ces échanges se fassent sur de bonnes bases, qu'il y ait un certain «level playing field». «Or, nous constatons parfois que nos PME rencontrent plus d'obstacles sur leur chemin que leurs concurrentes étrangères», déplore-t-il.

Si les salaires élevés pratiqués au Luxembourg sont compensés par des charges sociales plus basses, «le Grand-Duché ne doit pas s'aventurer à changer cela, car nous ne serions dès lors plus en mesure de faire venir de la main-d'œuvre au Luxembourg», prévient Tom Wirion, directeur de la Chambre des métiers.

Romain Schmit, directeur de la Fédération des artisans, abonde dans le même sens: «En ce qui concerne les salaires, nous sommes encore en mesure de faire face à la concurrence. Il est faux de penser qu'une entreprise luxembourgeoise est automatiquement plus chère qu'une concurrente étrangère, étant donné que nous arrivons à compenser les hauts salaires avec des charges sociales basses. C'est le dernier avantage compétitif dont nous disposons. Mais si nous continuons à tout mettre sur le dos des charges sociales, nous aurons beaucoup de difficultés à être compétitifs à l'avenir.»



Si la fiscalité des entreprises est relativement avantageuse par rapport à celle des pays voisins, les écarts ont tendance à se réduire, notamment avec l'Allemagne. (PHOTO: SHUTTERSTOCK)

Les PME luxembourgeoises se plaignent en premier lieu de la concurrence sur les prix, les entreprises n'arrivant pas toujours à répercuter leurs coûts sur le prix final. «Ce n'est pas le cumul des coûts qui détermine le prix, mais la situation concurrentielle sur le marché. Beaucoup d'entreprises artisanales voient leurs marges laminées», observe Romain Schmit, qui rappelle que le Luxembourg est, selon l'Observatoire de la compétitivité, «lanterne rouge en ce qui concerne la rentabilité des entreprises non financières en Europe».

Le problème de la main-d'œuvre demeure aussi un frein majeur. «A cet égard, il y a beaucoup d'éléments à prendre en compte comme la mobilité, la formation professionnelle, la prédominance du secteur public et du secteur financier. Malheureusement, les

métiers de l'artisanat et ceux du commerce intéressent dans une moindre mesure les salariés. Même si nous réalisons beaucoup de campagnes de sensibilisation, nous avons parfois le sentiment de mener ce combat tout seul. Les salaires de l'Etat sont tout simplement trop élevés, dans aucune relation avec la situation générale de l'économie», estime Carlo Thelen.

Désorganisation des entreprises

Autre souci récurrent: «Nous sommes en train de désorganiser massivement les entreprises. Cela nous inquiète d'ailleurs davantage que la campagne syndicale visant à augmenter le salaire social minimum de 10%. Dans le collimateur de Romain

Schmit: les nouvelles formes de congé parental, qui explosent dans le secteur de l'artisanat. «Il a été rendu tellement attractif que même le dernier salarié de l'entreprise s'est rendu compte qu'il fallait absolument le prendre».

Parmi les autres préjudices pour les entreprises, le directeur de la Fédération des artisans cite les nouvelles propositions de reclassement professionnel, ainsi que les propositions concernant la relation de travail à temps partiel pour les salariés les plus âgés, «dont le ministre du Travail veut en faire un droit». La limite légale pour le congé de maladie qui devrait passer de 52 à 78 semaines sur une période de deux ans «est aussi une très mauvaise idée». «Toutes ces mesures nuisent lourdement à la compétitivité des PME», prévient Romain Schmit. «Les petites entreprises n'ont pas les moyens de s'organiser d'une manière aussi flexible», ajoute Carlo Thelen: «Les mesures vont quasiment toutes vers une réduction du temps de travail. En revanche, la flexibilisation du temps de travail que nous préconisons n'est absolument pas prise en compte.»



Chefredakter

fir een Dag

TROIS QUESTIONS À



Tom Wirion, directeur de la Chambre des métiers, soulève un certain nombre d'obstacles qui entravent le développement des petites et moyennes entreprises au Grand-Duché.

1 Les PME luxembourgeoises sont-elles suffisamment compétitives sur le marché régional?

La situation présente des aspects à la fois positifs et négatifs. D'abord, les petites et moyennes entreprises luxembourgeoises sont imbriquées dans l'économie de la Grande Région, ce qui offre de véritables opportunités de croissance pour nos entreprises, dans la mesure où nous offrons des produits et services de qualité. Même si nos prix sont parfois un peu supérieurs à ceux pratiqués dans certains pays voisins, nos PME se développent bien et reposent sur une base solide. Un autre point fort est l'écosystème luxembourgeois avec ses nombreux centres de

recherche et d'innovation, son université, l'agence Luxinnovation. C'est un atout considérable, mais ce qui manque, ce sont les synergies avec les PME. Le transfert de technologie ne fonctionne pas comme il le devrait. On accorde beaucoup d'importance à la recherche, mais on voit encore peu de choses concrètes sur le terrain, notamment à destination des PME. C'est un chantier sur lequel il faut encore travailler.

2 La fiscalité constitue-t-elle un frein au développement des PME?

Si la fiscalité des entreprises est relativement avantageuse par rapport à celle des pays voisins,

les écarts ont tendance à se réduire, notamment avec l'Allemagne. La question qui se pose donc est celle de savoir comment nous allons préparer l'avenir. La situation est certes avantageuse, mais elle reste fragile.

3 Quels sont les autres obstacles?

En ce qui concerne le droit d'établissement, la grande réforme qu'on nous a promise n'arrivera finalement pas; nous nous attendons plutôt à de petits ajustements techniques. D'autres freins persistent, au niveau de la transmission d'entreprise, des procédures administratives encore longues et complexes, de la mobilité, de l'immobilier. Le prix élevé des terrains exerce une pression à la hausse sur le salaire social minimum. La solution ne consiste toutefois pas à augmenter le salaire minimum, mais à résoudre la crise du logement.

Interview: Nadia Di Pillo

du commerce électronique. Cela s'explique, selon Carlo Thelen, par l'absence de plates-formes adéquates et par le fait que «le service logistique ne fonctionne pas comme il le devrait». D'où l'idée de lancer à partir de septembre, une plate-forme d'e-commerce baptisée «Letzshop» pour les boutiques du Luxembourg. Le GiE «Luxembourg for Shopping» sera en charge d'accompagner les commerçants tout au long de leur utilisation de la plate-forme d'e-commerce national, et d'en faire la promotion.

L'innovation est au cœur des enjeux pour la compétitivité actuelle. Mais les PME luxembourgeoises sont-elles suffisamment innovantes? «Non, malheureusement pas. Beaucoup de PME sont relativement matures dans leur domaine. Pour continuer à se développer, elles doivent soit innover soit trouver des marchés à l'étranger. Or, bien souvent, elles n'ont pas cette capacité à revoir leur modèle économique pour répondre aux attentes changeantes», explique le directeur de la Chambre de commerce. C'est un problème essentiel: du fait de l'étroitesse du marché, de la grande maturité des PME et des prix de l'immobilier, l'innovation ne constitue pas toujours une priorité pour les PME. «On le voit aussi au niveau des investissements dans la recherche: l'effort de R&D est surtout le fait du secteur public et des grandes entreprises. Il reste beaucoup d'efforts à faire pour soutenir l'innovation au niveau des PME».

Alors que demander au (futur) gouvernement? «De ne pas rendre la vie des PME encore plus difficile», répond Romain Schmit. Si les PME luxembourgeoises réussissent à tirer leur épingle du jeu, c'est aussi parce que le secteur s'aide lui-même. Un exemple: «Il y a trois ans, nous avons introduit avec les syndicats des centres de compétences pour la formation continue, une offre complète entièrement financées par les entreprises elles-mêmes. Les PME luxembourgeoises se débrouillent comme elles le peuvent, mais c'est loin d'être un jeu d'enfant.»

Pour finir sur une note positive, Carlo Thelen indique que «les compétences linguistiques, les connaissances interculturelles et l'ouverture d'esprit restent les axes forts des PME luxembourgeoises.» Notre mentalité peut faire la différence...

210.000 emplois

Les PME jouent un rôle moteur en ce qui concerne la croissance économique et la création d'emplois. Le secteur des petites et moyennes entreprises dans lequel on dénombre quelque 32.000 entreprises artisanales, commerciales y compris le secteur Horeca, ainsi que certaines professions libérales, emploie actuellement près de 210.000 personnes, soit un peu plus de 55 % de l'emploi intérieur. Au cours des dix dernières années, il a créé plus de 30.000 emplois nouveaux supplémentaires.